



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 28/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE SAS

38 avenue Jean Jaurès
78440 Gargenville

Références : D-0215-2026
Code AIOT : 0006402732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2026 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE SAS implanté ZA Notre Dame des plans RN7 84430 Mondragon. L'inspection a été annoncée le 21/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE SAS
- ZA Notre Dame des plans RN7 84430 Mondragon
- Code AIOT : 0006402732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez ORGANIQUE exploite une installation de compostage de boues de station d'épuration (urbaines et industrielles). L'installation a été mise en service fin 2006. La capacité nominale de traitement est de 32 000 t/an de boues de STEP, d'une siccité comprise entre 15 et 25 %.

La quantité maximale de production de compost est limitée à 190 t/j. Les activités de cet établissement qui relèvent du régime de l'autorisation environnementale sous les rubriques n°2780-2-a et n°3532 sont réglementées par l'arrêté du 27 février 2012 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 1.2.3 de l'annexe	Sans objet
2	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 1.5.1 de l'annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réfection des toitures et charpentes du site touchent à leur terme, il devrait redémarrer progressivement courant juin 2026.

L'exploitant a profité de ces travaux pour optimiser son site et son process et a présenté à l'inspection le porter à la connaissance du préfet qu'il a préparé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 1.2.3 de l'annexe
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poste d'accueil équipé: <ul style="list-style-type: none"> ◦ d'un pont bascule permettant un enregistrement automatique des livraisons et l'édition d'un bon de pesée, ◦ d'un portique de détection de la radioactivité, • une aire de stockage des déchets verts ligneux, pré-broyés , et des coproduits de 500 m² environ, • les locaux d'exploitation , • l'atelier d'entretien et réparation des engins mécaniques, • une aire de lavage, • un ouvrage de réception et de traitement des eaux de ruissellement équipé d'un décanteur - déshuileur d'hydrocarbures, • les accès et voiries de manoeuvre et de parking adaptés au transport des visiteurs, des approvisionneurs et des utilisateurs de compost, • un bâtiment de fabrication des composts de 3 500 m², totalement fermé et comprenant: <ul style="list-style-type: none"> ◦ un sas de réception des matières premières pouvant recevoir un porteur muni d'une benne à dépoter et équipé d'un système d'aspiration d'air en vue de sa désodorisation,

- un local laboratoire avec armoires de conservation des échantillons,
- un ensemble de 2 trémies avec l'ensemble des tapis convoyeurs associés,
- un poste compact de mélange et de criblage, également équipé d'un système d'aspiration d'air,
- un poste de pilotage et de contrôle des manutentions (contrôle automatisé du poste réception / mélange),
- 9 tunnels de fabrication des composts équipés de dispositifs de soufflage et d'aspiration d'air,
- des galeries techniques avec leurs équipements de ventilation et de contrôle,
- une installation de désodorisation équipée d'une tour de lavage acide et d'un humidificateur, complétée en extérieur par deux bio-filtres,
- un hall fermé de maturation et de stockage des composts, dont l'air vicié est extrait par un dispositif d'éolage,
- deux chargeurs à godet,
- les équipements et accessoires d'entretien et de sécurité.
- une unité de traitement des eaux de lavage de la tour acide par évapo concentration,
- deux aires de dépotage pour l'acide et le fioul.

Constats :

L'établissement de l'exploitant a connu quelques optimisations de son fonctionnement lors des travaux de réfection des charpentes (cf. PDC n° 2).

Concernant la consistance de ses installations, les modifications par rapport à la description de l'article 1.2.3 de son arrêté préfectoral sont les suivantes :

- le sas de réception des matières premières du bâtiment de fabrication des composts peut maintenant recevoir tout type de camion grâce au remplacement de la fosse à boue par deux quais de vidage (toujours en intérieur) ;
- l'ensemble de trémies avec les tapis convoyeurs associés a été démantelé, le mélange se fera dorénavant directement au godet dans une case dédiée ;
- le poste compact de mélange et de criblage a été remplacé par un crible mobile ;
- il y a maintenant trois chargeurs à godet au lieu de deux sur le site ;
- l'éolage du bâtiment de fabrication a été déplacé pour être au point haut de la toiture et quatre ventilateurs ont été mis en place sur ses deux façades ;
- une cuve de neutralisation à la soude des sulfates d'ammonium a été mise en place.

Pour le reste, l'ensemble des installations constatées lors de la visite d'inspection sont conforme à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant.

L'exploitant a déposé le 11 mai 2026 un porter à la connaissance du préfet détaillant ces modifications (cf. PDC n° 2).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 1.5.1 de l'annexe

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, en application des dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement.

Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46 II :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en oeuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

Constats :

En prévision de la venue de l'inspection le 18 mai sur son site, l'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 11 mai 2026 un porter à la connaissance du préfet concernant l'ensemble des optimisations qu'il a réalisées lors des travaux de réfection des toitures et charpentes sur son site. A noter, cette inspection avait pour but de passer en revue l'ensemble des modifications du site avant la réouverture prévue courant juin 2026. Lors de la visite, aucune activité n'avait encore redémarré et des travaux de finitions étaient en cours à plusieurs endroit du site.

La suppression de la fosse à boue :

La fosse à boue du bâtiment de fabrication des composts à été remplacée par deux quais de vidage. Ces quais permettent à l'exploitant de recevoir sur son site tout type de camion au lieu de ne pouvoir recevoir que les porteurs équipés d'une benne à dépoter et qui ont des capacités de transport moindre. L'inspection a pu constater lors de la visite que les quais sont toujours bien situés en intérieur afin de limiter les nuisances olfactives du site. Il s'agit donc d'une optimisation du process de l'exploitant qui ne présente aucun danger ou impact nouveau.

Le poste de mélange / criblage :

Le poste fixe de mélange / criblage a été supprimé et remplacé par un crible mobile de la marque TEREX. Le mélange se fera maintenant manuellement au godet dans une case dédiée. Cette modification a été réalisée pour éviter les pertes de rendement du site lorsque le poste fixe de mélange / criblage avait un quelconque problème (tout le process du site était à l'arrêt dans le cas où le poste fixe s'arrêtait).

Le déplacement de l'éolage :

Lors de sa visite, l'inspection a pu constater du nouveau positionnement de l'éolage du site. Ce dernier est toujours situé dans le bâtiment de fabrication mais a été déplacé au niveau des deux quais de vidage pour être positionné au point haut de la toiture. En effet à ce niveau, la toiture du site a été un peu surélevée afin de pouvoir recevoir tout type de camion dans les quais de vidage. Quatre ventilateurs ont également été ajoutés sur les deux façades de ce bâtiment afin d'éviter les flux d'air sortant sans passer par l'éolage et donc de limiter un peu plus les nuisance olfactives du site.

La mise en place d'une cuve de stockage de soude :

Afin d'augmenter le PH du sulfate d'ammonium, une cuve de soude de 15m³ a été mise en place pour le neutraliser. L'exploitant explique qu'il s'agit là d'une demande de la STEP de Bollène où les eaux de process du site sont dirigées.

L'inspection a pu constater lors de sa visite qu'il s'agit bien des cuves existantes et déjà installées sur une rétention adaptée qui vont être utilisées :

- une cuve de 15m³ en PEHD pour le stockage de la soude (NaOH à 30%) ;
- une cuve de 10 m³ en PEHD pour la neutralisation du sulfate d'ammonium par la soude ;
- une cuve de 50 m³ pour le sulfate d'ammonium neutralisé.

Le volume de stockage de la soude de 15m³ représente environ 20 tonnes, ce qui ne classe pas les installations de l'exploitant dans la rubrique ICPE 1630. En effet le seuil de cette rubrique est de 100 tonnes pour la déclaration.

Au vu des éléments décrits ci-dessus, les modifications apportées sur le site :

- ne sont pas à considérer comme une extension au sens de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- n'atteignent aucun nouveau seuil de la nomenclature ICPE ;
- n'atteignent pas de seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'entraînent aucun danger ou inconvénient nouveau et significatif pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- ne modifient ni le périmètre géographique du site, ni le périmètre ICPE.

L'inspection considère donc que les modifications constatées sur site ne sont pas substantielles et en prend acte. Lors de la prochaine modification de l'arrêté préfectoral de l'exploitant, ces optimisations seront incluses à l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite